



Lettre d'informations du SIPM-CNT

33 rue des Vignoles, 75020 Paris – presse@sipm-cnt.org – www.sipm-cnt.org

Édito

“La presse traditionnelle n’a que peu d’avenir en l’état.” La rentrée pour le SIPM commence par un quiz. Qui a pu sortir une phrase pareille ? Vladimir Poutine ? Mon kiosquier ? Arnaud Lagardère ? On vous laisse dix secondes de réflexion, le temps de lire une page de Direct Soir...

Vous avez trouvé ? Eh oui ! C’est bien le fils de... Arnaud, l’homme des JO à Paris, le copain de Sarkozy. Qui fait dans l’édition, dans le magazine aussi. Et qui donne dix ans tout au plus à la presse avant que tout ce qui se lit, s’écoute et se regarde ait fusionné dans le fameux et ultime Grand Tout, l’Internet, la Toile... Qu’il soit grand manitou des NMPP, saint apôtre des Relais H n’est pas le moindre des paradoxes. L’homme fort de la presse vient de nous dire, à l’occasion de quelque présentation annuelle et financière, que la presse allait mourir. Rideau !

Le pire, c’est qu’il est loin d’être seul à penser ainsi. Prenez les conclusions de l’institut Montaigne. En onze propositions, le *think tank* (“sac à merde” en anglais) de Claude Bébéar se propose de sauver la presse. UNE BONNE FOIS POUR TOUTES ! La première proposition est si belle qu’on ne résiste pas à l’envie de la reproduire in extenso : “Mettre en place un plan de réforme de la presse sur trois ans dans lequel l’obtention des aides est strictement conditionnée à la restructuration des entreprises de presse. Les titres abusant des largesses de l’État seraient, après audit et suite à une période de trois ans, obligés de rembourser les aides perçues à titre exceptionnel. Adopter ensuite une loi prévoyant, au nom de la liberté de la presse, la suppression définitive des aides directes.”

En clair, on vous jette à l’eau, on vous retire les brassières et seuls ceux qui n’auront pas fini au fond de la piscine auront le droit de respirer de temps en temps. Et l’on ne vous raconte même pas ce que l’institut Montaigne pense de la clause de conscience ou des syndicats...

Bien évidemment, tous les patrons de presse, face à ce brûlot ultralibéral, n’ont cessé de faire leur vierge effarouchée, jurant la main sur le portefeuille que jamais ils n’adhéreront à ce genre de billevesées, jamais ils ne se résoudront à des mesures d’une telle extrémité... Merci patrons, nous

(Suite page 2)

Politis

(À) la petite semaine d’un hebdomadaire

Deux grands du journalisme. Le premier, Robert Fisk, spécialiste du Moyen-Orient, s’interroge : pourquoi, sur le même sujet, un même journaliste peut-il être passionnant lors d’une conversation informelle, et rébarbatif dans son article ? Le second, Jim Nachtwey, photographe de guerre, a fait ce que peu font ou peu disent : poser son appareil pour intervenir.

Je ne suis aucun d’eux, bien sûr. Tout juste une pigiste de l’hebdomadaire *Politis*. Mais cette année, plus qu’une autre, m’a amenée à réfléchir à cet interstice, cette gouttière comme on le dit en bande-dessinée de l’espace blanc séparant deux cases. L’endroit de l’ellipse. Entre ce qui est vécu et écrit. Entre travail et action.

Depuis trois ans, je suis journaliste à *Politis*. Arrivée là sans formation ni expérience, accueillie pour un stage, j’ai été happée par la petite équipe, le petit immeuble. L’impression d’être enfin là où je dois. Et la chance de voir cette impression partagée, un pacte passé : nous t’aprenons et tu restes parmi nous quelque temps.

Voilà déjà ce qui ne se lit pas, ni dans notre journal ni ailleurs, lorsqu’il est question de la “crise” traversée par *Politis*. Oui, “mon” canard traverse une crise. Ce n’est pas la première. Dix-huit ans qu’il survit, peine à garder son équilibre. Pourtant, contrairement à d’autres titres, le nombre de lecteurs ne chute pas, au contraire. Réduit, certes, il se maintient, progresse même parfois, lors de la campagne du “non” au traité constitutionnel européen. Combien lisent *Politis* ? Disons qu’il est diffusé à 30 000 exemplaires. Il faut savoir que notre taux de lecteurs réels est plus élevé que pour les autres journaux : 4-5 lecteurs pour un exemplaire. Parce que nous travaillons beaucoup sur, et avec, les réseaux associatifs. Pour moi, une source de fierté.

Alors pourquoi cette crise ? “Une gestion XXXX.” Un exemple : parce que notre directeur ne s’est pas occupé des tarifs postaux (La Poste accorde des tarifs préférentiels pour les envois aux abonnés), nous perdons plusieurs milliers d’euros par mois. Ou encore, et pour la même raison, nous ne percevons pas l’aide étatique pour le nouveau poste de maquettiste.

Cette crise n’est pas inattendue. Disons que nous avons tardé à réagir. Là encore apparaît l’interstice. Notre rédaction se compose de journalistes engagés, dont certains militent à l’extérieur, ou l’ont longtemps fait. Action par nos articles. Action dans notre intimité. Mais – paradoxe, schizophrénie – peu quant à la vie du canard. Plus de délégués du personnel depuis des années. Pas de syndiqués. Pas de société des rédacteurs.

Jusqu’en 2006. Conscients de la dégradation, nous avons alerté – sans succès – le directoire. Organisé des élections de délégués. Une société des rédacteurs. Deux d’entre nous se sont syndiqués. Et lorsque *Politis* s’est retrouvé devant le tribunal, le personnel avait un avocat, bienveillant et de grande valeur.

Evidemment, discussions et désaccords sont apparus. Pas tant sur le fond que sur la forme. Comment agir ? Que dire ? À qui ? Comme tout journaliste, je m’agace parfois de la réticence de mes sources, parce que je veux comprendre, éclaircir, parce que leurs hésitations cachent – il y a des éléments qu’on ne veut pas donner – et dévoilent – il y a justement des éléments qu’on ne veut pas donner ! Là, je suis devenue source moi-même. Réticente. Que dire ? Que dire au syndicat (et ce, malgré la confidentialité) ? Plus largement, le personnel devait-il communiquer ? N’allait-on pas desservir le journal, trahir sa cause, mettre certains de nos membres en difficulté ? Oui. Non. Peut-être. Pas maintenant. Trop tard. Trop tôt. J’ai respecté ce choix, je le comprenais, quand bien même je ne l’approuvais pas. Finalement, dans la presse, quelques-uns sont intervenus, à titre personnel. Mais notre collectivité s’est tue. Jusqu’aux prises de position de

(Suite page 2)

L’hebdomadaire *Politis* vit peut-être ses derniers instants.

Depuis le 8 août sous administration judiciaire, il risque de disparaître. Mis en danger par son directeur⁽¹⁾, lâché au dernier moment par un repreneur éventuel, le personnel de *Politis* tente le tout pour le tout :

trouver un million d’euros en un mois !

Et lance un appel à la solidarité.

(1) Voir sur internet la “lettre de la société des rédacteurs et du personnel de *Politis* aux adhérents d’Attac” : <http://www.pour-politis.org>

(Suite de la page 1)

voilà rassurés! Pendant ce temps-là, *Le Monde*, après son fameux “plan de modernisation sociale” et après avoir sucé jusqu’à l’os son pôle magazine, s’en va restructurer dans le sud-est de la France, histoire de constituer avec Lagardère le troisième pôle de presse régionale de l’Hexagone. Et comme la nouvelle formule du “quotidien de référence” s’est pris un moins 3% en termes de diffusion, Colombani n’a pas d’autre idée que de lancer ce que jadis il fustigeait: un GRATUIT! Faut dire, *Le Figaro* en voulait un, fallait bien les prendre de vitesse. D’autant que le marché n’est pas le moins du monde encombré... Mais, coco, oublie ta déontologie, ce qui compte aujourd’hui, c’est pas le lecteur, c’est l’annonceur...

Alors évidemment, dans ce contexte, le reste de la presse a cet air suranné et maladif qui n’est pas sans rappeler l’Ukraine de 1921. *France Soir*, sous l’égide d’un ancien marchand de biens et la férule d’un ancien de *Minute*, a réussi le tour de force éditorial de tomber plus bas que là où on l’avait laissé quand à des Italiens stakhanovistes se substitua un homme d’affaires franco-égyptien faisant dans les compagnies aériennes qui se crashent et les journaux qui s’embourbent. Quant à *Libération*, après “le loup dans la bergerie” avec l’arrivée de Rothschild et “la mort du père” avec l’éviction de Serge July, le journal maladroit d’être trop mal à gauche envisage une nouvelle charrette, espérant quelque salut dans le retour en grâce d’un pseudo homme providence, un Edwy Plenel ne sachant que faire de ses dix doigts.

Côté presse “indépendante”, *Politis* est en dépôt de bilan et *L’Huma* toujours en sursis, attendant les résultats de 2007 pour savoir si l’avenir sera rouge vif ou noir déprime. Et du côté de la presse régionale, les restructurations sont de plus en plus violentes (comme avec le dépeçage de la Socpresse et la remise au pas de titres parfois moribonds tel *Le Progrès*) au nom de la constitution de bastions pseudo-imprenables avec uniformisation de l’offre par multiplication de celle-ci sur tous les supports possibles et imaginables (télé, radio, Internet).

On ne vous parlera qu’à mots couverts de radios ne sachant plus comment faire pour retenir une audience et des annonceurs de plus en plus volatils. Et, du côté de la télé, la TNT n’aura été qu’un écran de fumée : sous couvert de diversité, la véritable télé qui se prépare est symbolisée par la fusion entre CanalSat et TPS. En clair : la constitution de géants où l’humain n’est qu’une ligne d’un bilan comptable qu’il faut à tout prix comprimer, au nom du sacro-saint marché et au bon plaisir des actionnaires.

Heureusement, des luttes viennent nous laisser entr’apercevoir une autre façon de penser les médias. Non pas tant les cris d’orfraie d’un Bayrou découvrant la concentration des médias et la mainmise de grands groupes industriels sur ces derniers, un constat à peine différent de celui des organisations de “gôche” lorsqu’elles jouent au tiers état pour organiser des pseudo-états généraux pour le pluralisme et les subventions.

(Suite page 3)

(Suite de la page 1)

la société des rédacteurs – à ceci près qu’il s’agit des rédacteurs et non de tous ceux qui forment *Politis* (“l’administratif”, l’accueil).

À l’heure actuelle, le journal est sous administration judiciaire. Nos payes, “garpées”, payées donc avec du retard (un mois, deux mois, qui sait?). Bientôt, le verdict, un plan de reprise, je l’espère vraiment. Pas n’importe lequel. Un plan qui garantisse notre indépendance, où la rédaction ne se retrouve pas à son corps défendant embringuée dans les conflits d’Attac. Un plan surtout qui assure notre vie, non plus simplement notre survie.

Pour des raisons privées et professionnelles, je n’y suis plus une pigiste permanente. Simplement épisodique. Mon salaire, qui tournait autour des 700 euros, avec des pics et des gouffres, ne connaîtra plus que les gouffres! Mais j’ai appris. La nécessaire organisation collective. Délicate, fatigante, qui tour à tour déçoit et galvanise. La lucidité face à ce canard. Parce que *Politis* est ma famille “de plume”, je la critique à l’intérieur et la défends bec et ongles à l’extérieur. Je sais le pourquoi de nos failles. De l’argent gâché, bien malgré nous. J’en sais les conséquences. Comment faire le boulot qu’on veut – bon, évidemment! – à 30 euros net la pige (soit 1500 caractères). On essaie. On y arrive parfois. Et puis on s’essouffle. On fait moins bien, et on se méprise pour ce moins. On passe le relais. On se motive les uns les autres. Et on enrage : à cause d’une gestion et d’un développement “limite”, combien de dizaines de milliers d’euros perdus (le directeur n’était pas sûr des chiffres...), alors que les salaires du “Lumpen” se comptent en centaines d’euros?

Voilà. Parce que *Politis* est en jeu, notre canard et nous, qui le faisons, je n’ai pu me résoudre à faire un “article”. J’ai essayé de me glisser dans l’interstice, de le donner à voir. En partie seulement, cela va de soi...

Libération

Lutte de Casse

D’abord, l’épisode du loup galopant dans la bergerie : le journal lancé par Sartre a accueilli à bras ouverts Edouard de Rothschild, le président de *France Galop* qui refusait de discuter ou de dévoiler son plan aux salariés. Le 20 janvier 2005, l’entrée de Rothschild est approuvée par 57,6% du personnel, malgré l’opposition de Sud et de la CGT. Le SNJ a appelé à un oui “raisonné et vigilant”...

Ce rejeton de dynastie capitaliste n’est pas le premier à *Libé*. Dans son tour de table, dans ses colonnes, le journal a depuis longtemps capitulé devant le libéralisme teinté de rose. Avec un tel regard bienveillant sur l’économie de marché, on finit par se faire marcher dessus. Après les Antoine Riboud, Gilbert Trigano et Jérôme Seydoux entrés comme actionnaires de *Libé* en 1993, le journal détenu à l’origine par ses salariés a laissé les patrons actionnaires s’emparer peu à peu du pouvoir. Avec Rothschild, le réalisme post-moderne impose enfin un capitaliste qui a la gueule de l’emploi. Piétinant le tapis rouge déroulé par Serge July, Rothschild gobe 38,87% du capital en lâchant 20 millions d’euros. Gloire au sauveur. Mais il faut des sacrifices. Quatre jours de grève en novembre 2005 ne parviennent qu’à garnir les primes de départ des 55 évacués du navire dans les premiers mois de l’année. Pas suffisant. On parle de 13 millions de pertes en 2006. Des archéologues hilares déterrent le premier édito de *Libé* affirmant en 1973 : “Notre

pauvreté est la mesure de notre indépendance” et le supplément de février 1984 claironnant “Vive la crise!”. Aujourd’hui, on rejoue la sonnerie aux morts.

Après avoir juré main sur le cœur qu’il ne toucherait pas au contenu et que July resterait en place jusqu’en 2012, Rothschild reprend la main, demande et obtient la tête de July qui lui aurait planqué la gravité des pertes. C’est l’épisode mort du père. L’héritage de la gestion du quotidien (par Serge July et son bras droit Louis Dreyfus) et les solutions du banquier à particule virent à la logique de casse. Il est temps de retrouver les fondamentaux : le capital, c’est le pouvoir.

Dépossédés des décisions, les salariés ne peuvent que débattre sur les noms de ceux qui pourraient les chapeauter, préférant vaguement un Edwy Plenel en disgrâce mondaine à un Laurent Joffrin pressé par Rothschild mais qui tient à rester observateur. Logique de caste. Rothschild voulait Joffrin comme personnalité pour son “plan de refondation” de *Libé*. En fait de plan, c’est un plan de sauvegarde qui se profile, un euphémisme prévoyant surtout de virer entre 70 et 100 salariés sur un effectif de 285. **Mais même avec cette procédure de sauvegarde, *Libé* n’a pas financièrement de quoi passer l’hiver. Certains rêvent de la recreation d’un “journal de gôche”. Si un tel plan-plan marketing s’offrait l’audace folle de rouler pour Ségolène, ça risque tout bonnement de laisser tout le monde en plan.**

(Suite de la page 2)

Non, on parlera de la lutte exemplaire des salariés de *France Soir* qui ont refusé que leur idée du journalisme ne soit bradée. Ou celle à Emap, troisième plus gros groupe de presse magazine en France, où la mobilisation a payé, les salariés réussissant à imposer leurs conditions tant à la maison mère britannique, pressée de vendre cette branche pour assurer les dividendes des actionnaires, qu'aux acheteurs, en l'occurrence Mondadori, groupe de presse italien proche de... Berlusconi.

À la veille de 2007, le constat est sombre. Et alors qu'une des plus prestigieuses fabriques de futurs précaires, le Centre de formation des journalistes, voudrait, sous l'égide de Dominique de Villepin, "réinventer le journalisme", il est plus que de temps de réinventer nos modes de luttes et de revendications.

**Par une intransigeance
de tous les instants,
par une combativité systématique,
avec cette certitude chevillée
au corps et à la plume :**

**L'INFORMATION
N'EST PAS UNE
MARCHANDISE
CEUX QUI LA FONT
NE SONT PAS
DES PIONS**

CERVEAUX DISPONIBLES



Le Grand Soir de France Soir

Certains estiment qu'il ne valait pas le coup de se battre pour *France Soir*. Comme s'il y avait des journaux plus nobles que d'autres alors que le principe de solidarité – ne serait-ce qu'au niveau de la distribution – va de *Rouge à Présent*.

Cela valait la peine de se battre pour *France Soir* car la situation de ce journal et les errements de ses directions successives étaient symboliques de la situation de la presse quotidienne. Et que l'attitude qu'auront eue la justice et la profession à son égard témoigne de ce comment l'État peut accepter de se désengager d'un titre que le pouvoir ne va pas juger "viable". Après *France Soir* tombé entre les mains d'un promoteur immobilier (Jean-Pierre Brunois) ayant placé à la tête de sa rédaction François Mattéi, qui a commencé sa carrière à... *Minute*, à qui le tour? *Libé*, canard si mal à gauche qu'il en devient maladroit au point de tomber entre les mains d'un banquier clairement à droite et près de ses sous? *L'Huma* dont les gains en termes de diffusion ne sauraient masquer une situation financière dramatique?

Plus de 80 personnes sur le carreau, un journal qui n'est plus que l'ombre de lui-même, un tabloïd qui dit l'ouvrir mais avec lequel on n'a qu'une seule hâte, celle de le refermer. Mais, en tête, même si elle s'est soldée par un échec, une des luttes les plus belles et les plus exemplaires de l'histoire récente de la presse quotidienne.

En tête, ces salariés battant les pavés du traditionnel défilé du 1^{er} mai ou ce journaliste, qui, apprenant que le tribunal de commerce attribue le titre à Jean-Pierre Brunois, rédige sa lettre annonçant qu'il va faire jouer la clause de conscience. Et surtout, plus d'un mois de grève.

Une grève qui a vu toutes les catégories unies, malgré les tentatives du Livre de

"lâcher". Parce que les rotatives devaient tourner, qu'importe ce qu'elles imprimeront, et le *France Soir* pirate, tiré à quelques centaines d'exemplaires n'aura été qu'un avant-goût de ce journal sortant au même moment que le gratuit de Bolloré, *Direct Soir*...

Une grève de la dernière chance, pour se faire entendre dans un milieu où l'humain doit se taire face au poids de l'argent. Une grève face à la pénurie de moyens annoncés par le peu de repreneurs au chevet d'un titre au bord du gouffre.

De la méfiance, évidemment, ils en avaient face à Ramy Lakah, homme d'affaires franco-égyptien récupérant un journal exsangue après le régime minceur des Italiens de Poligrafici Editoriale. C'est presque sans surprise qu'ils ont appris que leur journal allait finir en redressement judiciaire. Et de voir, impuissants, des candidats tourner autour du cadavre du journal de Lazareff comme autant de charognards. Pas étonnant qu'ils se soient raccrochés, entre candidatures fantoches et seconds couteaux de la presse, aux promesses d'un homme d'affaires israélo-russe, Arcady Gaydamak, interdit de territoire pour fraude fiscale et ventes d'armes pas très légales.

L'État a refusé ce dernier, la justice a tranché. Jean-Pierre Brunois, sans l'encombrant Olivier Rey, éphémère patron de *But!* mais avec ses sous, prit possession d'un journal aux allures de sous-tabloïd, envoyant ses vigiles pour empêcher aux futurs licenciés d'aller faire leur carton.

Au lendemain de la sortie de *Direct Soir*, le gratuit de Vincent Bolloré, *France Soir* ressurgit au matin dans les kiosques avec un "numéro un" aussi infamant que salutaire. Infamant parce que Brunois et son équipe niaient ainsi l'héritage historique de ce titre. Salutaire parce que le sous-tabloïd qui tire en deçà de 30 000 exemplaires n'a plus rien à voir avec ce qu'était *France Soir*, un journal de droite, certes, mais un journal malgré tout.

La lutte de ces salariés a montré qu'ils étaient prêts à se battre jusqu'au bout pour la survie de leur titre. Jusqu'au bout mais pas à n'importe quel prix. Et surtout pas celui de l'infamie.

Télémiracle

Vache à lait et presse-citron

Affolé par les gros besoins financiers du *Monde*, *Télérama* ne sait plus où donner de la tête pour accroître rapidement sa rentabilité. Et adopte pour y parvenir une stratégie qui (politique salariale exceptée) accumule incohérences et recettes faussement miracles: une nouvelle formule qui aura englouti plusieurs millions d'euros (aucun chiffre fourni par la direction) passés en pub, défraiements famémeux et coups d'essai ratés; un immeuble *Télérama* que *Le Monde* vend à une société bancaire (il doit beaucoup aux banques) à laquelle *Télérama* loue ledit immeuble; un nouveau système éditorial censé accroître la productivité, en chantier depuis un an, et qui n'est toujours pas au point (coût estimé à ce jour : 1,5 million d'euros). Une gabegie d'autant plus dure à avaler pour les salariés que dans le même temps ils ont vu leur temps de travail augmenter, leur salaire horaire baisser et leur charge de travail croître, lentement mais sûrement, à coups de restructuration de services, de budgets piges et CDD rognés et de départs non remplacés.

Sarkozy

Roi des squatteurs

Nicolas Sarkozy fait expulser les squatteurs de Cachan? Expulsons place Beauvau! Car le ministère de l'Intérieur abrite un squatteur des médias caractérisé par son autoritarisme, sa surestime de soi et son recours systématique au populisme. Cette espèce sait passer inaperçue au début, puis un jour vient 2007 et le mal est fait, il n'y a plus qu'à subir les reportages télé sur les vendeurs de shit de Sarcelles et sur la BAC du 19^e. Dure tâche que celle du squatteur de médias: un travail de longue haleine est nécessaire pour monter des réseaux et faire pression sur les rédactions...

Incrusté dans le paysage médiatique

2002, date de son entrée au gouvernement Raffarin comme ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy est partout. Et va le rester. En pleine guerre du Golfe, 269 reportages télé lui sont consacrés sur TF1 et France 2, contre moitié moins à Dominique de Villepin, aux Affaires étrangères; il convoque les caméras à La Courneuve, aux Tarterêts et aux Mureaux, parle de "kärcheriser" la banlieue de ses racailles et exhibe ses coups de filet antiterroristes dans des shows savamment orchestrés; sur France 3, il fait figure de victime de harcèlement médiatique quand il s'exprime sur sa rupture avec Cécilia; il est pompeusement invité (trois fois!) par Michel Drucker dans *Vivement Dimanche*, etc. Dans la presse magazine et quotidienne, il peut compter sur *Paris Match* et *Le Figaro*. À la radio, France Inter, France Info et Europe 1 nous régurgitent en chœur la même Sarko-soupe. Sur Internet, outre les bandeaux de pub pour son parti, le patron de l'UMP a mobilisé une armée de bloggers pour raconter son université d'été. Dans l'édition, son livre

Témoignage s'est apparemment bien vendu, sans compter le nombre d'ouvrages complaisants qui lui sont consacrés.

Ministre de l'Intimidation

Mais comment ce fils d'immigré s'y prend-il? Simple: il a compris que pour aller loin il devait bichonner son image, et que les grands patrons des médias pourraient l'y aider. Il est



donc devenu leur ami. De Bouygues à Lagardère, à la tête de conglomerats médiatiques tentaculaires, Sarkozy sait s'entourer mais aussi faire savoir ses insatisfactions et exigences. Il a ainsi fait pression sur les rédactions de France 2 et TF1 lors des émeutes en banlieue, il y a un an, pour éviter la dramatisation de la situation. Il a mis des conditions à son passage dans *le Grand Journal* de Canal Plus: il ne viendrait que s'il figurait aux côtés de Denisot en une de *TVMag*, diffusé à

5 millions d'exemplaires en France. Il a été jusqu'à convoquer un éditeur pour lui interdire la publication d'une biographie de sa femme fin 2005.

Devant ces pressions, les rédactions s'interdisent certains sujets ou reportages, voire colloquent carrément. La direction de l'AFP est en première ligne, qui, en été 2005, avait discrètement communiqué des photos permettant d'identifier des syndicalistes corses s'en prenant à un policier en civil. Impuissants, les photographes de l'agence avaient alors refusé de se voir transformer en auxiliaires de police. *Paris Match*, en bon deuxième, a fait disparaître d'un entretien avec Yannick Noah cette petite phrase: "Une chose est sûre: si jamais Sarkozy passe [en 2007], je me casse." Cachez ces errements verbaux que le ministre ne saurait voir... Plus récemment, le directeur de la rédaction de *la Tribune* a censuré un sondage donnant Royal devant Sarkozy pour 2007, ce qui a poussé les journalistes à voter une motion de défiance envers leur dirigeant.

Perquisitions en série

Mais la plus belle manip' de Nicolas Sarkozy depuis janvier est celle qui a abouti en juin dernier: sur sa suggestion, son grand ami Lagardère a "remercié" Alain Genestar, directeur de la rédaction de *Paris Match*, pour avoir publié des photos de Cécilia Sarkozy en compagnie d'un autre que son mari en août 2005. Un journaliste viré sur une frustration d'ordre privé du ministre de l'Intérieur: la liberté de la presse en danger?

Allez, une dernière couche: depuis que Sarkozy est à l'Intérieur, les perquisitions aux sièges de journaux et aux domiciles de journalistes ont fortement progressé. S'accélégrant cet été, les plus récentes ont eu lieu à *l'Équipe*, au *Point*, au *Midi Libre*, à *Nice Matin*, à France 3-Centre et France 3-Toulouse. C'est l'augure d'une remise en cause du droit des journalistes à garder leurs sources secrètes, et ça finit par faire beaucoup pour un pays où les médias sont censés être libres.

EMAP France

Quand la lutte paye

Trois mois de mobilisation, deux jours de grève et une belle victoire. Ainsi se résume la lutte des salariés d'Emap France au printemps 2006. Début mars, la société mère londonienne veut vendre. Plusieurs centaines de salariés se réunissent pour évoquer leur inquiétude; ils souhaitent l'ouverture d'une négociation avec la direction. Le 30 mars est votée une charte sociale devant servir de base à la négociation. Des revendications exemplaires, portées sur la redistribution des richesses produites par les travailleurs et sur l'intercorporatisme, trop rare pour ne pas être souligné. Les salariés exigent aussi des engagements du repreneur sur la pérennité des accords.

Deux mois de vains pourparlers se succèdent. Excédés, les salariés se mettent en grève le 30 mai. Il ne faudra que deux jours à la direction pour comprendre qu'il est dans son intérêt de céder. Elle s'engage sur la signature d'une charte et sur le rachat par un éditeur de presse et non un fonds d'investissement. Le 9 juin, un texte est signé qui assure une garantie de l'emploi de six mois suite à la vente, une prime de 2 000 euros par salarié, la pérennisation d'une quinzaine de CDD, etc. La lutte a payé.

Seule ombre au tableau: le groupe Mondadori, filiale de Fininvest (holding de Silvio Berlusconi), serait repreneur. Mauvais augure pour les lignes éditoriales et la politique sociale. Gageons que les salariés sauront reprendre la lutte quand il le faudra. En attendant, l'exemple est à suivre dans un milieu de plus en plus soumis aux transferts de ce genre...

RADIO
89.4

Le Monde merveilleux du travail

Retrouvez la **CNT** chaque lundi de 19 h 30 à 21 h 00 sur **Radio Libertaire (89.4)**. Le SIPM est à l'antenne chaque 2^e lundi du mois: situation d'une entreprise de la presse ou de l'édition, focus sur un métier ou sur un statut propre à nos métiers, vision globale de notre monde professionnel...

Lundi 9 octobre: la situation à *Libération* vue par des salariés de l'entreprise. Puis viendront: les **droits d'auteurs** dans l'édition, *Politis*, le monde de la bande dessinée, pigiste un monde à part... et bien d'autres sujets.

Restez au contact grâce au site Internet du SIPM. www.sipm-cnt.org

LE COMBAT SYNDICALISTE



Vous avez l'occasion de vous abonner au mensuel de la CNT pour 3 mois gratuitement en envoyant votre nom, prénom, adresse, et mail au SIPM (33 rue des Vignoles, 75020 Paris). Merci d'indiquer votre métier et votre entreprise principale. Vous recevrez une information syndicale de combat et non-corporatiste. Alors n'hésitez pas et contactez nous.

Nous vous invitons également à venir visiter fréquemment le site Internet du syndicat pour obtenir les informations les plus récentes sur le monde de la presse ainsi que des conseils juridiques. www.sipm-cnt.org